

## Adjudications immobilières

**Selari Mathieu DEBROISE**  
Avocat  
1, place de Bretagne - 35000 RENNES  
Tél. 02 22 91 07 60 - Fax 02.22.91.07.61

### VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Article R.322-32 du Code des procédures civiles d'exécution.  
Les enchères ne pourront être portées que par un avocat inscrit au barreau du tribunal Judiciaire de Rennes, il sera procédé à la mise en vente aux enchères publiques d'un immeuble situé :  
Commune de **LANGON** (Ille-et-Vilaine), lieudit Le Clos

#### UN TERRAIN À BÂTIR

Figurant au cadastre sous les références suivantes :  
Section ZS, numéro 62, lieudit Le Clos, contenance : 01 ha 13 a 80 ca.  
Ainsi, qu'il résulte d'un extrait de la matrice cadastrale délivré par le centre des impôts fonciers de Rennes, lequel a été joint à la requête présentée au juge commissaire.  
Et tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers qui précèdent, existent, s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, appartenances, dépendances, ensemble de tous immeubles par destination, et en particulier tout matériel pouvant avoir le caractère d'immeuble par destination, et tout droit et toute servitude pouvant y être attachées, et toute augmentation et amélioration à y survenir, sans aucune exception ni réserve (R.321-3 5° CPCE).  
Un procès-verbal de description des lieux a été établi par la Selari Nedellec, Le Bouhais, Letexier, Vetier, Roubty, huissiers de justice à Rennes, en date du 23 mars 2023.

Ce procès-verbal de description remplit les conditions requises par les articles R.322-1 et suivants du Code des procédures civiles d'exécution.  
Ce procès-verbal de description des lieux est annexé au cahier des conditions de vente.

L'ensemble immobilier susdésigné sera adjugé le :  
**Jeudi vingt-neuf juin deux mille vingt-trois à dix heures (Jeudi 29/06/2023 à 10 h 00)**

À l'audience de Mme le Juge de l'exécution du tribunal judiciaire de Rennes, cité judiciaire, 3e étage, 7, rue Pierre-Abélard, 35000 Rennes.

#### Sur la mise à prix de 140 000 euros (cent quarante mille euros)

outre les charges, clauses et conditions énoncées au cahier des conditions de vente, déposé au greffe du juge de l'exécution du tribunal judiciaire de Rennes.  
Le cahier des conditions de vente peut être consulté :  
- au greffe du juge de l'exécution du tribunal judiciaire de Rennes, cité judiciaire 3e étage, 7, rue Pierre-Abélard, 35000 Rennes,  
- et au cabinet de Me Mathieu Debroise, Selari, avocat au barreau de Rennes, demeurant 1, place de Bretagne, 35000 Rennes.  
Des visites seront organisées par la SCP Nedellec, Le Bourhis, Letexier, Vetier, Roubty, huissiers de justice à Rennes, le mercredi 7 juin 2023 et le mercredi 14 juin 2023 de 14 h 00 à 15 h 00 sur place et sans rendez-vous.

## Publications judiciaires

### ORDONNANCE

Par ordonnance du 3 mars 2023, le tribunal judiciaire de Rennes.  
SUR L'ACTION PUBLIQUE  
À l'encontre de M. Paistel Hervé né le 6 février 1957 à Rennes (Ille-et-Vilaine), demeurant 47, rue Albert-Thomas, 35200 Rennes,  
A ordonné l'homologation de la proposition de peine formée par le procureur de la Ré-publique et rappelée ci-dessous :  
9 mois d'emprisonnement délictuel avec sursis.  
Et aussitôt, la présidente, suite à cette condamnation assortie du sursis simple, a donné l'avertissement, prévu à l'article 132-29 du Code pénal, au condamné en l'avisant que si il commet une nouvelle infraction, il pourra faire l'objet d'une condamnation qui sera susceptible d'entraîner l'exécution de la première peine sans confusion avec la seconde et qu'il encourra les peines de la récidive dans les termes des articles 132-9 et 132-10 du Code pénal  
1 amende délictuelle de 10 000 euros dont 5 000 euros avec sursis.  
Dit que, conformément aux articles 707-2, 707-3, du Code de procédure pénale, si le paiement de l'amende est effectué dans le délai d'un mois, à compter de la date de l'ordonnance d'homologation, le montant total dû sera diminué de 20 % dans la limite de 1 500 euros.  
En cas de recours contre cette décision, les sommes versées peuvent être restituées sur demande à l'intéressé,  
1 an de privation du droit d'éligibilité.  
Affichage de la décision dans les locaux de la DRFP de Bretagne et DDFIP d'Ille-et-Vi-laine pendant 2 mois.  
Diffusion de messages informant le public d'une condamnation dans un délai de 2 mois dans le journal Ouest France  
SUR L'ACTION CIVILE  
Déclare recevable la constitution de partie civile de la Direction régionale des finances publiques de Bretagne et d'Ille-et-Vilaine :  
Constata qu'elle ne formule aucune demande indemnitaire ;  
Rappelle que la présente ordonnance a les effets d'un jugement de condamnation et qu'elle est immédiatement exécutoire, et mandons en conséquence tout dépositaire de la force publique auquel cette ordonnance serait présentée de prêter main-forte à son exécution s'il en était requis.  
La présente décision est assujettie à un droit fixe de procédure d'un montant de 127 euros dont est redevable le condamné.

### ORDONNANCE

Par ordonnance du 3 mars 2023, le tribunal judiciaire de Rennes.  
SUR L'ACTION PUBLIQUE  
À l'encontre de Mme Chesnais Marie-Jeanne, née le 10 juin 1955 à Tremblay (Ille-et-Vi-laine), demeurant 47, rue Albert-Thomas, 35200 Rennes,  
A ordonné l'homologation de la proposition de peine formée par le procureur de la Ré-publique et rappelée ci-dessous :  
15 mois d'emprisonnement délictuel avec sursis.  
Et aussitôt, la présidente, suite à cette condamnation assortie du sursis simple, a donné l'avertissement, prévu à l'article 132-29 du Code pénal, à la condamnée en l'avisant que si elle commet une nouvelle infraction, elle pourra faire l'objet d'une condamnation qui sera susceptible d'entraîner l'exécution de la première peine sans confusion avec la seconde et qu'elle encourra les peines de la récidive dans les termes des articles 132-9 et 132-10 du Code pénal  
1 amende délictuelle de 30 000 euros dont 5 000 euros avec sursis.  
Dit que, conformément aux articles 707-2, 707-3, du Code de procédure pénale, si le paiement de l'amende est effectué dans le délai d'un mois, à compter de la date de l'ordonnance d'homologation, le montant total dû sera diminué de 20 % dans la limite de 1 500 euros.  
En cas de recours contre cette décision, les sommes versées peuvent être restituées sur demande à l'intéressé,  
3 ans de privation du droit d'éligibilité.  
Affichage de la décision pendant 2 mois locaux de la DRFP de Bretagne et DDFIP d'Ille-et-Vilaine.  
Diffusion de messages informant le public d'une condamnation dans un délai de 2 mois dans le journal Ouest France.  
SUR L'ACTION CIVILE  
Reçoit la constitution de partie civile de la Direction régionale des finances publiques de Bretagne et d'Ille-et-Vilaine.  
Constata qu'elle ne formule aucune demande indemnitaire ;  
Rappelle que la présente ordonnance a les effets d'un jugement de condamnation et qu'elle est immédiatement exécutoire, et mandons en conséquence tout dépositaire de la force publique auquel cette ordonnance serait présentée de prêter main-forte à son exécution s'il en était requis.  
La présente décision est assujettie à un droit fixe de procédure d'un montant de 127 euros dont est redevable le condamné.  
Informe l'auteur des faits de la possibilité pour la partie civile, non éligible à la CIVI, de saisir le SARVI, s'il ne procède pas au paiement des dommages et intérêts auxquels il a été condamné dans le délai de 2 mois courant, compter du jour où la décision est devenue définitive.

## Le commissaire-priseur

En France, 440 commissaires-priseurs sont à votre disposition, répartis sur tout le territoire.  
L'ordonnance du 2 novembre 1945 régit la profession. Certains des statuts et des attributions des commissaires-priseurs remontent à l'époque d'Henri II.  
Après un examen comportant un volet juridique et un volet artistique, le commissaire-priseur est nommé par un arrêté du Ministère de la Justice et prête serment.  
Le commissaire-priseur est un officier ministériel mandaté pour organiser et diriger les ventes publiques en France. Il est l'arbitre entre le vendeur et l'acheteur.  
A travers les ventes publiques, le commissaire-priseur bénéficie d'une expérience quotidienne et sans cesse réactualisée du marché de l'Art.  
Le commissaire-priseur ne peut se livrer à des actes de commerce. Il ne peut donc ni vendre, ni acheter pour son propre compte.  
Le commissaire-priseur offre aux vendeurs et aux acheteurs une garantie trentenaire.  
Le commissaire-priseur est également un conseiller et un arbitre pour les familles lors de partage.

### CONDAMNATION

Le tribunal correctionnel de Rennes, statuant publiquement le 23 janvier 2023, en premier ressort et contradictoirement à l'égard de la SAS KP1, Czyz Pawel Karol, Czyz Brayan, Czyz Maria, Czyz Wiktoria, Wiececzek Marta Danuta et Czyz Patryck, Sur l'action publique :

Relève l'état de récidive légale concernant les faits de homicide involontaire par personne morale dans le cadre du travail commis le 28 février 2020 à Saint-Jacques-de-la-Lande reprochés à la SAS KP1 découlant d'une condamnation prononcée à son encontre le 18 octobre 2018 par le tribunal correctionnel de Nîmes et vu les articles 132-8 à 132-19 du Code pénal :  
Déclare la SAS KP1 coupable :  
des faits de homicide involontaire par personne morale dans le cadre du travail en réci-ve commis le 28 février 2020 à Saint-Jacques-de-la-Lande, des faits de mise à disposition de travailleurs d'établissement, local, poste ou zone de travail n'assurant pas la sécurité faits commis le 28 février 2020 à Saint-Jacques-de-la-Lande,  
Mise à disposition de travailleur d'équipement de travail sans information ou formation faits commis le 28 février 2020 à Saint-Jacques-de-la-Lande,  
Mise à disposition de travailleur d'équipement de travail non conforme aux règles tech-niques ou de certification faits commis le 28 février 2020 à Saint-Jacques-de-la-Lande, Mise à disposition de travailleur d'équipement de travail ne permettant pas de préserver sa sécurité faits commis le 28 février 2020 à Saint-Jacques-de-la-Lande,  
Condamne la SAS KP1 au paiement d'une amende de deux cent mille euros (200 000 euros) pour les faits de homicide involontaire par personne morale dans le cadre du travail en récidive commis le 28 février 2020 à Saint-Jacques-de-la-Lande, Condamne la SAS KP1 au paiement d'une amende de vingt mille euros (20 000 euros) pour l'ensemble des délits au Code du travail ;  
À titre de peine complémentaire : ordonne à l'égard de la SAS KP1 la publication du dispositif du jugement dans le journal Ouest France, le journal Le Télégramme édition Ille-et-Vilaine, sur le site internet du Moniteur et sur le site internet de la Fédération FIB ;  
À titre de peine complémentaire : ordonne à l'égard de la SAS KP1 l'affichage du dispositi-f du jugement au siège social de la société situé 91, Année des Fenaissions, 84000 Avignon et sur le site de la succursale à Saint-Jacques-de-la-Lande, 37, boulevard de la Haie-des-Cognets pour une durée de deux mois ;  
Pour les faits de évaluation par employeur des risques professionnels sans mise à jour conforme du document d'inventaire des résultats commis le 28 février 2020 à Saint-Jacques-de-la-Lande.

Condamne la SAS KP1 au paiement d'une amende de trois mille cinq cents euros (3 500 euros) ;  
À l'issue de l'audience, le président avise la SAS KP1 que si elle s'acquitte du montant de ces amendes dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle cette décision a été prononcée, ce montant sera minoré de 20 % sans que cette diminution puisse excéder 1 500 euros.  
Le paiement des amendes ne fait pas obstacle à l'exercice des voies de recours.  
Dans le cas d'une voie de recours contre les dispositions pénales, il appartient à l'inté-ressée de demander la restitution des sommes versées.  
En application de l'article 1018 A du Code général des impôts, la présente décision est assujettie à un droit fixe de procédure de 127 euros dont est redevable la SAS KP1 ;  
La condamnée est informée qu'en cas de paiement de l'amende et du droit fixe de procédure dans le délai d'un mois à compter de la date où elle a eu connaissance du jugement, elle bénéficie d'une diminution de 20 % sur la totalité de la somme à payer.  
Sur l'action civile,  
Déclare recevable la constitution de partie civile de Wiececzek Marta Danuta es nom ;  
condamne la SAS KP1 à payer à Wiececzek Marta Danuta, partie civile, la somme de 400 euros au titre de l'article 475-1 du Code de procédure pénale ;  
Déclare recevable la constitution de partie civile de Wiececzek Marta Danuta es qualité de représentante légale de Czyz Pawel Karol ;  
condamne la SAS KP1 à payer à Wiececzek Marta Danuta es qualité de représentante légale de Czyz Pawel Karol, partie civile, la somme de 400 euros au titre de l'arti-cle 475-1 du Code de procédure pénale ;  
Déclare recevable la constitution de partie civile de Wiececzek Marta Danuta es qualité de représentante légale de Czyz Brayan ;  
condamne la SAS KP1 à payer à Wiececzek Marta Danuta es qualité de représentante légale de Czyz Brayan, partie civile, la somme de 400 euros au titre de l'article 475-1 du Code de procédure pénale ;  
Déclare recevable la constitution de partie civile de Wiececzek Marta Danuta es qualité de représentante légale de Czyz Maria ;  
condamne la SAS KP1 à payer à Wiececzek Marta Danuta es qualité de représentante légale de Czyz Maria, partie civile, la somme de 400 euros au titre de l'article 475-1 du Code de procédure pénale ;  
Déclare recevable la constitution de partie civile de Czyz Patryck ;  
condamne la SAS KP1 à payer à Czyz Patryck, partie civile, la somme de 400 euros au titre de l'article 475-1 du Code de procédure pénale ;  
Déclare recevable la constitution de partie civile de Czyz Wiktoria ;  
condamne la SAS KP1 à payer à Czyz Wiktoria, partie civile, la somme de 1 500 euros au titre de l'article 4 7 5-1 du Code de procédure pénale ;  
Renvoie l'affaire sur intérêts civils en ce qui concerne 1 Czyz Wiktoria à l'audience du 12 janvier 2024 à 9 h 00 devant la Chambre Intérêts Civils du tribunal correctionnel de Rennes ;  
Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire des dispositions civiles du jugement et le pré-sent jugement ayant été signé par le président et la greffière.

### Vie pratique

## Un désenclavement doit être demandé à tous les voisins

Le propriétaire qui s'estime enclavé et souhaite obtenir un droit de passage chez un voisin doit réclamer le passage à tous ceux qui pourraient le lui permettre et non à un seul.  
Au lieu de choisir l'un de ses voisins pour lui réclamer, éventuel-lement en justice, l'établissement d'une servitude, il doit mettre en cause devant le juge tous ceux qui pourraient lui rendre ce service, a jugé la Cour de cassation.  
Elle a donc confirmé que la demande visant un seul des voi-sins était irrecevable et ne pouvait être examinée par un juge. Dès lors que plusieurs solutions sont possibles, le passage chez différents voisins permettant d'accéder à une voie publique, elles doivent toutes être soumises au juge afin que soit vérifié l'état d'enclave effectif et que soit trouvée la meilleure solution, la moins préjudiciable aux autres propriétaires, selon cet arrêt. (Cass. Civ 3, 19.10.2022, U 21-18.662).

### Entreprise

## Face à un mandataire, il faut vérifier ses pouvoirs

Il est parfois nécessaire de vérifier le pouvoir de celui qui s'en-gage au nom d'un autre en se disant mandaté, a rappelé la Cour de cassation, d'autant plus que l'avantage qu'il accorde est im-portant.  
Le procès soumis aux juges opposait une société civile immo-bilière à son locataire. Elle demandait le paiement de paye-breux mois en retard. Le locataire déclarait avoir cessé de payer lorsqu'un des associés de cette SCI, dont il était l'ami, avait trans-formé sa location en prêt gratuit.  
Cet associé n'avait aucun mandat pour accorder un tel avantage, plaidait la SCI. Pour le locataire en revanche, il n'y avait aucune raison de mettre en doute la parole de son ami et il était impos-sible d'en exiger la vérification.  
Ce raisonnement serait bon et il pourrait exister un mandat appa-rent permettant de valider le cadeau, si la croyance du locataire dans les pouvoirs de cet associé généreux avait été légitime, ont expliqué les juges. Mais la gratuité du logement représen-tait un cadeau important, ce qui imposait à son bénéficiaire de vérifier les pouvoirs de celui qui le lui offrait au nom d'un autre. (Cass. Civ 3, 7.9.2022, N 21-20.312).

### Vie pratique

## Tout participant à un service public a un devoir de réserve

Toute personne qui participe occasionnellement à un service public doit, comme les fonctionnaires, respecter les principes de laïcité et de neutralité.  
Ceci implique une obligation de réserve, y compris en dehors de l'exercice des fonctions, a ajouté la Cour de cassation.  
Elle a en conséquence donné tort à un salarié d'une association qui estimait avoir conservé la liberté d'exprimer publiquement ses engagements politiques et religieux bien qu'il ait été mis à la disposition d'une commune pour participer à un service public à caractère social.  
Ayant tenu des propos à caractère religieux violents et hostiles à l'État sur son compte Facebook personnel, ce salarié contestait son licenciement pour faute grave, c'est-à-dire sans préavis ni indemnités, fondé sur l'abus de la liberté d'expression. Il s'agit de la liberté d'expression exercée hors du cadre du service, plai-dait-il.  
Mais compte tenu de son implication, même momentanée, dans un service public, l'obligation de réserve s'étend hors du service et il s'agit d'un manquement à cette obligation de réserve qui s'impose à tous les intervenants, fonctionnaires habituels ou col-laborateurs occasionnels, ont rectifié les juges. (Cass. Soc, 19.10.2022, E 21-12.370)

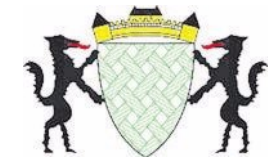
## Avis administratifs

### AVIS DE CONSULTATION DU PUBLIC

Par arrêté préfectoral, le préfet informe les habitants des communes de Noyal-sur-Vilaine, qu'une consultation du public va être ouverte du 5 juin 2023 au 7 juillet 2023 inclus, sur la demande présen-tée par le GAEÇ du Noyer, en vue d'ob-tenir l'enregistrement de l'augmentation des effectifs de vaches laitières pour l'éle-vage situé au lieu-dit «4, Le Noyer» sur la commune de Noyal-sur-Vilaine.  
Le dossier est consultable :  
- à la mairie de Noyal-sur-Vilaine aux heu-res suivantes : (à titre indicatif)  
- le lundi de 9 h 00 à 13 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00,  
- le mardi de 9 h 00 à 17 h 00 en continu,  
- le mercredi de 9 h 00 à 13 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00,  
- le jeudi de 9 h 00 à 13 h 00,  
- le vendredi de 9 h 00 à 13 h 00 et de 14 h 00 à 16 h 30,  
- le samedi de 10 h 00 à 12 h 00.  
Fermees les jours fériés.  
- sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine à l'adresse suivante : https://www.ille-et-vilaine.gouv.fr/icpe  
Le public pourra formuler ses observa-tions avant la fin du délai de consultation du public :  
- à la mairie de Noyal-sur-Vilaine, sur un registre ouvert à cet effet,  
- par voie postale : à l'attention de M. le Préfet d'Ille-et-Vilaine, DCIAT, bu-reau de l'environnement et de l'utilité pu-blique, 81, boulevard d'Armorique, 35026 Rennes cedex 9,  
- par voie électronique à l'adresse sui-vante : pref-icpe-ep@ille-et-vilaine.gouv.fr (en précisant l'objet du courriel : «Consul-tation du public\_GAEÇ DU NOYER\_NOYAL SUR VILAINE»)  
À l'expiration du délai de consultation, le registre sera clos par le maire concerné qui le transmettra au préfet avec l'ensem-ble du dossier et pièces annexées.  
La décision susceptible d'intervenir à l'is-sue de la procédure est un enregistre-ment assorti de prescriptions ou un refus, formalisée par arrêté préfectoral.

Préfet d'ILLE-ET-VILAINE  
Direction de la coordination  
interministérielle et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement  
et de l'utilité publique  
**Avis d'information préalable à l'ouverture de la participation du public par voie électronique**  
**AVIS**

Par arrêté, le préfet organise une partici-pation du public par voie électronique re-lative au projet présenté par la société Vandemoortele Bakery Products France en vue de réaménager une production de viennoiseries exploitées sur le site de Torcé 2, ZA du Haut-Montigné à Torcé. Ces modifications concernent :  
- l'installation d'une ligne de viennoiseries surgelées (croissants et pains au chocolat) sans cuisson, en remplacement des quatre lignes de production de pains pré-cuits surgelés.  
À l'extension du bâtiment actuel.  
La participation du public par voie élec-tronique se déroule du 29 mai 2023 (9 h 00) au 12 juin 2023 (17 h 00). Pendant toute la durée de la participa-tion, un dossier est mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine à l'adresse suivante : http://www.ille-et-vilaine.gouv.fr/icpe  
Le dossier comprend le porter à connais-sance des modifications, l'étude de dan-ger et l'arrêté préfectoral de dispense d'étude d'impact du 9 mai 2023.  
Des demandes de renseignements complé-mentaires peuvent être adressées, par courrier postal à l'adresse suivante : So-ciété Vandemoortele Bakery Products France, Le Haut-Montigné, 35370 Torcé.  
Sur demande, ce dossier peut être mis en consultation sur support papier. La de-mande devra être formulée au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'expira-tion du délai de participation auprès de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, bureau de l'environnement et de l'utilité publique à l'adresse électronique suivante : pref-icpe@ille-et-vilaine.gouv.fr, qui contactera le demandeur pour conve-nir d'un rendez-vous.  
Le dossier sera mis à disposition au de-mandeur à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ou à la sous-préfecture de Fougères-Vitré aux jour et heure qui lui sont indiqués au moment de sa demande.  
Cette mise à disposition intervient au plus tard le deuxième jour ouvré suivant celui de sa demande.  
Le public peut formuler des observations et propositions pendant la durée de la participation par courriel à l'adresse sui-vante : pref-icpe-ep@ille-et-vilaine.gouv.fr en précisant l'objet du courriel : «Partici-pation au public, Vandemoortele». Ces observations et propositions sont consultables pendant toute la durée de la participation à l'adresse internet sus-mentionnée. Les observations et proposi-tions qui ne sont pas transmises par voie électronique ou qui sont formulées après le dernier jour de la participation ne sont pas prises en considération.  
Le projet de décision ne peut être défini-tivement adopté avant l'expiration d'un délai permettant la prise en considération des observations et propositions dépo-sées par le public. Sauf en cas d'absence d'observations et propositions, ce délai ne peut être inférieur à trois jours à compter de la clôture de la consultation.  
La synthèse des observations et proposi-tions du public avec l'indication de celles dont il a été tenu compte, les observa-tions et propositions déposées par voie électronique ainsi que, dans un docu-ment séparé, les motifs de la décision, sont mis à disposition sur le site internet susmentionné au plus tard à la date de la notification de la décision et pendant une durée minimale de trois mois.  
Le préfet d'Ille-et-Vilaine est l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation préalable aux modifications des condi-tions d'exploitation sollicitées par la so-ciété Vandemoortele Bakery Products France.



Commune de LA BOUSSAC  
13, rue du Mont Saint-Michel  
35120 LA BOUSSAC

#### Aliénation d'un chemin rural à La Hublinais

### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté municipal en date du 9 mai 2023 est prescrite du 5 juin 2023 au 19 juin 2023 une enquête publique préa-lable à la cession d'un chemin rural au lieu-dit «La Hublinais».  
M. Gérard Besret a été désigné comme commissaire enquêteur.  
Les pièces du dossier seront déposées à la mairie, du 5 juin 2023 au 19 juin 2023 inclus afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures d'ou-verture de la mairie, du lundi au vendredi de 14 h 00 à 16 h 30, et consigner éventuel-lement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit à la mairie au commissaire enquêteur.  
Le commissaire enquêteur sera en outre personnellement présent à la mairie :  
- le lundi 5 juin 2023 de 9 h 00 à 11 h 00,  
- et le lundi 19 juin 2023 de 10 h 00 à 12 h 00.

Le Maire  
Christine FAUVEL.

Préfet d'ILLE-ET-VILAINE

### PREMIER AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté préfectoral du préfet d'Ille-et-Vilaine, il sera procédé, à la demande du groupe OC DL-Locosa (Giboire), à l'ouve-rture d'une enquête publique du mercredi 31 mai 2023 (9 h 00) au vendredi 30 juin 2023 (16 h 00), en vue d'obtenir l'autorisation environnementale pour la création de la Zac La Vigne sur la com-mune de Saint-Gilles.  
Les pièces du dossier de demande d'au-torisation, comprenant notamment une étude d'impact et l'avis de l'autorité envi-ronnementale seront mises à disposition du public, pendant toute la durée de l'en-quête :  
- à la mairie de Saint-Gilles, aux heures et jours habituels d'ouverture, sauf ferme-ture exceptionnelle et jours fériés : lundi 13 h 30 à 17 h 30, mardi au jeudi : 9 h 00 à 12 h 00 et 13 h 30 à 17 h 30, ven-dredi 9 h 00 à 12 h 00 et 13 h 30 à 17 h 00,  
- sur le site internet de la préfecture : http://www.ille-et-vilaine.gouv.fr/ep-loisrleau  
- sur un poste informatique mis à la dis-position du public dans le hall de la pré-fecture d'Ille-et-Vilaine, du lundi au ven-dredi de 9 h 00 à 16 h 00 (sur rendez-vous) : pref-enquetes-publiques@ille-et-vi-laine.gouv.fr  
Des informations concernant le projet présenté peuvent être obtenues auprès du groupe Giboire, à l'adresse suivante : o.grondin@giboire.com  
Des observations et propositions sur le projet peuvent être formulées :  
- à la mairie de Saint-Gilles (4, rue du Cen-tre, 35590 Saint-Gilles) ;  
- sur le registre d'enquête ouvert à cet an-fet, coté et paraphé par le commissaire enquêteur,  
- par courrier, à l'attention du commis-saire enquêteur,  
- par voie électronique, à l'adresse sui-vante : pref-enquetes-publiques@ille-et-vi-laine.gouv.fr  
Préciser, en objet du courriel : «AENV\_Saint-Gilles\_ZAC La Vigne».  
Les transmissions électroniques seront consultables, dans les meilleurs délais, sur le site internet susmentionné de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.  
Mme Catherine Blanchard, désignée par le président du tribunal administratif de Rennes en qualité de commissaire en-quêtrice, recevra les observations écrites ou orales du public à la mairie de Saint-Gilles :  
- mercredi 31 mai de 13 h 30 à 15 h 30,  
- jeudi 15 juin de 9 h 00 à 11 h 00,  
- vendredi 30 juin de 14 h 00 à 16 h 00.  
Pendant un an à compter de la clôture de l'enquête publique, toute personne in-téressée pourra prendre connaissance à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ou sur son site internet ainsi qu'à la mairie de Saint-Gilles, du rapport et des conclusions moti-vées du commissaire enquêteur.  
La décision susceptible d'intervenir à l'is-sue de la procédure est une autorisation environnementale formalisée par un ar-rêté préfectoral ou un refus.

Fait à Rennes, le 4 mai 2023  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire général  
Paul-Marie CLAUDON.



Direction de la coordination  
interministérielle  
et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement  
et de l'utilité publique

### SECOND AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Il est rappelé que, par arrêté préfectoral, est prescrite, à la demande de la SPLA Viasilva, une enquête publique préalable à la demande de déclaration d'utilité pu-blique du projet d'aménagement de la ZAC Atalante Viasilva sur la commune de Cesson-Sévigné ainsi qu'une enquête parcellaire, préalable à la cessibilité des terrains nécessaires au projet.  
L'enquête se déroulera pendant 34 jours consécutifs, du mercredi 10 mai 2023 au lundi 12 juin 2023 inclus.  
Le dossier d'enquête publique, compre-nant entre autres une étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale, est consultable gratuitement pendant toute la durée de l'enquête :  
- sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine (www.ille-et-vilaine.gouv.fr),  
- en mairie de Cesson-Sévigné (1, esplanade de l'Hôtel-de-Ville, espace Citoyen, 35517 Cesson-Sévigné), les lundis, mer-credi et jeudi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 17 h 15, le mardi de 13 h 00 à 17 h 15 ; et le vendredi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 16 h 00,  
- sur un poste informatique, mis à dispo-sition dans le hall de la préfecture d'Ille-et-Vilaine (81, boulevard d'Armorique, 35026 Rennes cedex 9) du lundi au ven-dredi, de 9 h 00 à 16 h 00 (sur rendez-vous) : pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr)  
Le dossier d'enquête parcellaire, compre-nant le plan parcellaire et la liste des pro-priétaires, est consultable gratuitement en mairie de Cesson-Sévigné.  
Des informations concernant le projet présenté peuvent être obtenues auprès de Mme Soizic Nue, soizic.nue@territoires-rennes.fr  
M. Gérard Besret, ingénieur territorial en retraite, désigné pour remplir les fonc-tions de commissaire enquêteur, recevra les observations du public à la mairie de Cesson-Sévigné, les :  
- mercredi 10 mai 2023 de 9 h 00 à 12 h 00,  
- mardi 6 juin 2023 de 14 h 00 à 17 h 00,  
- lundi 12 juin 2023 de 9 h 00 à 12 h 00.  
Des observations sur l'utilité publique de l'opération ainsi que sur les limites des biens à exproprier peuvent être formulées pendant la durée de l'enquête :  
- à la mairie de Cesson-Sévigné, sur le re-gistre d'enquête ouvert à cet effet, coté et paraphé par le commissaire enquêteur,  
- par courrier à l'attention du commissaire enquêteur, adressé à la mairie de Ces-son-Sévigné,  
- par courriel, à l'adresse suivante : pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr  
Préciser, en objet du courriel : «DUP-parce-laire\_Cesson-Sévigné\_Zac Atalante».  
Dans le délai d'un mois à l'issue de l'en-quête, une copie du rapport dans lequel le commissaire enquêteur énonce ses conclusions motivées sera déposée à la mairie de Cesson-Sévigné et à la préfec-ture d'Ille-et-Vilaine, où toute personne pourra en demander communication. Ces documents seront également mis à la disposition du public pendant un an sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.  
La décision susceptible d'intervenir à l'is-sue de la procédure est une déclaration d'utilité publique formalisée par un arrêté préfectoral ou un refus.  
La présente publication est faite notam-ent en vue de l'application de l'article L.311-1 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Pour le Préfet  
Le 29 mars 2023  
Le Secrétaire général  
Paul-Marie CLAUDON.

#### Notre publication adhère à



#### dont elle suit les recommandations

Les remarques concernant une publication parue dans notre publication sont à adresser au



autorité de  
régulation professionnelle  
de la publicité  
23 rue Auguste Viegas  
75116 Paris  
www.arpp.org

Les remarques concernant les petites annonces classées sont à adresser directement au journal

### Vie des sociétés



**RISKEAL**  
SARL au capital de 10 000 euros  
Siège social : 7, allée Métis  
Parc Technopolitain Atalante  
35400 SAINT-MALO  
509 909 719 RCS Saint-Malo

### AVIS

Aux termes d'une décision en date du 6 mars 2023, les associés ont décidé, que statuant conformément à l'arti-cle L.223-42 du Code de commerce, de ne pas dissoudre la société et de transfé-rer le siège social du 7, allée Métis, Parc Technopolitain Atalante, 35400 Saint-Malo au 48, rue Ernest-Renan, 35400 Saint-Malo à compter du 1er avril 2023, et de modifier en consé-quence l'article 4 des statuts.

Pour avis  
La Gérance.

### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Saint-Malo du 9 mai 2023 il a été constitué une société présentant les ca-ractéristiques suivantes :  
Dénomination : FC2MHX.  
Forme : société à responsabilité limitée unipersonnelle.  
Siège : 16, rue Beauguard, 35400 Saint-Malo.  
Objet : l'exploitation d'un fonds de com-merce de type supermarché, sis 16, rue Beauguard, 35400 Saint-Malo à l'ensei-gne "Carrefour Express" ou toute autre enseigne appartenant au Groupe Car-refour, à l'exclusion de toute autre.  
Durée : 99 ans.  
Capital : 3 000 euros en numéraire.  
Gérant : Florian Maheux, demeurant 5 E, rue du Hameau du Cocherel, 35120 Dol-de-Bretagne.  
RCS : Rennes.

### Autres légales

#### LIQUIDATION JUDICIAIRE

##### DU 4 AVRIL 2023

M. MACAIGNE Wilfrid  
41, rue Danycan, 35400 SAINT-MALO